

## La fatwa d'un ayatollah vert contre les armes nucléaires

*Ce texte est une traduction par Benoît Pélopidas de l'article paru dans The New Republic le 20 octobre avec l'autorisation de son auteur. Les vues qui y sont exprimées n'engagent que ce dernier.*

La position des protestataires démocrates vis-à-vis du programme nucléaire national a donné lieu à beaucoup de débat. Les dernières semaines ont offert de nombreux nouveaux indices du rejet par le mouvement vert de la poursuite d'une bombe atomique par la République islamique. La fatwa qui suit du Grand Ayatollah Hussein-Ali Montazeri est une autre preuve significative suggérant que le mouvement la rejette.

A un moment, Montazeri était pressenti comme l'héritier désigné de l'Ayatollah Khomeini. Mais ses critiques des meurtres et emprisonnements ordonnés par Khomeini ont fait échouer cette succession. Au cours des deux décennies suivantes, la presse officielle l'a raillé comme quelqu'un « à l'esprit lent », « crédule » et il a été placé en résidence surveillée. Il a toujours été un homme remarquable, plein d'honnêteté, de ce fait un critique potentiel et une source d'inspiration pour les opposants au régime. S'il ne parle pas au nom du mouvement, il le reflète assez clairement.

Ce n'est pas une traduction officielle, c'est la mienne.

« A la lumière de l'ampleur des morts et destruction qu'elles apportent, et à la lumière du fait que de telles armes ne peuvent pas être utilisées seulement contre une armée d'agression mais vont invariablement sacrifier la vie de personnes innocentes, même si ces vies innocentes sont celles des générations futures, les armes nucléaires ne sont pas permises selon la raison ou la Charia. De toute façon, l'humanité, en particulier les Musulmans qui suivent la Sharia du sceau des Prophètes [*The Seal of the Prophets, désignation du Prophète en théologie musulmane NdT*], et le Prophète, qu'il soit loué, doivent lancer une interdiction [*take the lead in banning*] légale et pratique de toutes ces armes pour tous les pays et solliciter l'aide d'organisations internationales fiables et responsables pour garantir une telle interdiction. »